Document generated on 07/19/2025 10:10 a.m.

Politique et Sociétés

Nationalisme et démocratie de Jean-Pierre Derriennic, Montréal, Boréal, 1995, 141 p.

Guy Lachapelle

Number 28, Fall 1995

Autodétermination dans les sociétés plurinationales

URI: https://id.erudit.org/iderudit/040011ar
DOI: https://doi.org/10.7202/040011ar

See table of contents

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)
1703-8480 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Lachapelle, G. (1995). Review of [*Nationalisme et démocratie* de Jean-Pierre Derriennic, Montréal, Boréal, 1995, 141 p.] *Politique et Sociétés*, (28), 146–150. https://doi.org/10.7202/040011ar

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Nationalisme et démocratie
de Jean-Pierre Derriennic, Montréal, Boréal, 1995, 141 p.

Selon l'auteur de cet ouvrage, qui tient beaucoup plus du pamphlet que de la réflexion savante, l'arbitrage entre le nationalisme canadien et québécois ne peut se faire avec des arguments rationnels (35) : le projet du *Parti québécois* est illégitime et la violence pourrait germer du mécontentement de certains. Il tombe donc rapidement dans la frénésie lyrique et rejoint ses comparses qui affirment vouloir faire souffrir le Québec si la majorité des citoyens votaient en faveur de la souveraineté. Mais jouons le jeu argumentaire, car après tout tel est l'objectif de cet essai qui sert, en raison du battage médiatique l'entourant, de munitions de bouche des forces du *statu quo* par son style et son contenu. Le texte de Jean-Pierre Derriennic ressemble davantage à une joute oratoire où certaines exagérations sont formulées à dessein afin de désarçonner l'adversaire.

La première phrase de l'ouvrage est révélatrice du genre : «Le nationalisme se nourrit d'évidences plutôt que de raisons. Il répond aux objections par des boutades ou des arguments d'autorité» (9). Comment l'auteur peut-il tenir pareil propos ? C'est nier les efforts de tous les premiers ministres canadiens et québécois qui ont cherché à façonner de nouvelles relations entre Canadiens français et

Canadiens anglais. C'est faire fi de toute l'histoire d'un peuple. Avec une telle affirmation, il est évident que Derriennic ne tient pas compte de l'évolution du nationalisme québécois. Le nationalisme canadien-français, servilement attaché au pouvoir de l'Église, a progressivement été remplacé par un nationalisme plus ouvert et moins étroitement identitaire. L'entrée en vigueur en 1975 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* a fait place à un nationalisme civique fondé sur la reconnaissance des droits individuels et collectifs de tous les résidants du Québec sans exception y compris les membres des communautés anglophone et amérindienne. Le nouveau nationalisme québécois inclut désormais tous les citoyens sans égard à leur particularisme ethnique, qu'ils soient prêts ou non à reconnaître la citoyenneté québécoise.

Le nationalisme québécois n'a d'ailleurs en matière de droits aucune leçon à recevoir. Que dire de l'attitude du gouvernement canadien qui tolère la position du gouvernement de l'Alberta qui refuse, après plusieurs jugements de la Cour suprême du Canada, de reconnaître aux francophones le droit à des écoles françaises ? Et que dire de certains groupes autochtones qui favorisent l'exclusion des réserves de ceux qui ne sont pas de sang indien en se réfugiant sous le couvert de la Loi fédérale sur les Indiens. La «purification ethnique» des réserves est-elle tolérable au pays de M. Derriennic ? Est-ce la faute de tous les souverainistes si la vision binationale du Canada a échoué ? Voilà autant de faits que tout vrai démocrate devrait décrier. Mais l'auteur évite les écueils préférant ne voir que les ombres au fond de sa caverne.

Derriennic ne se contente pas de ce premier aphorisme. Il en commet plusieurs autres de la même pâte ahistorique et nettement déterministe qui l'empêche de saisir le caractère relativement unique de la situation québécoise. Aussi affirme-t-il que «nationalisme et démocratie sont profondément antinomiques» (16) et que «les nationalismes produisent des situations conflictuelles qui sont réfractaires aux procédures de décision démocratiques» (16). Que devrait donc faire le Québec pour éviter de telles situations et comment réconcilier démocratie et nationalisme? Jean-Pierre Derriennic n'a évidemment pas de réponse à cette question ou préfère ne pas en donner. Il ne veut pas croire que le nationalisme québécois est hautement démocratique et pacifiste. Il le sait pourtant, puisqu'il doit constamment se replier et affirmer que cette antinomie «n'a pas la même intensité pour toutes les formes de nationalisme» (18). Occulter, comme le fait Derriennic, la démarche

démocratique prônée par tous les souverainistes du Québec tient de la mauvaise foi.

Mais qu'à cela ne tienne, Derriennic en rajoute : «le nationalisme repose sur la croyance implicite ou explicite que les groupes humains aux traits culturels différents doivent avoir des organisations politiques différentes» (36). Là encore, Jean-Pierre Derriennic a tôt fait de souligner que ce principe appartient aux nationalismes identitaires auxquels le Québec et le Canada n'adhèrent plus depuis longtemps. Toutefois, si le Québec vote pour l'indépendance, soutient-il, alors les chances sont très fortes de revoir ce type de nationalisme tant au Québec qu'au Canada. Comment? Encore une fois, l'auteur n'a que des hypothèses douteuses à offrir préférant faire l'économie d'une analyse en profondeur de la réalité.

Dans le second chapitre de l'ouvrage, Derriennic cherche les principales raisons pour lesquelles divers pays sont devenus souverains. Il explore d'abord deux hypothèses : pour cause d'inégalité ou d'insécurité. Mais il constate rapidement : «En général, les gens qui décident de fonder un État c'est... parce qu'ils pensent que dans la vie d'un peuple... il vient un moment où il faut prendre en main son destin» (52). Par la suite, l'auteur s'évertue à démontrer que les exemples d'indépendance de la Norvège en 1905 et de la République Tchèque en 1992 ne peuvent servir de point de repère pour les indépendantistes au Québec. Ce qui tracasse ici l'auteur, c'est qu'il est possible, dans certaines conjonctures particulières, de voir des pays devenir indépendants pacifiquement. Le Québec pourrait-il accéder à sa souveraineté de manière pacifique? Derriennic ne veut pas envisager un tel scénario car cela irait à l'encontre de sa démonstration : tout divorce, tout acte de sécession, est par définition acrimonieux, surtout que les raisons de faire l'indépendance divisent les souverainistes eux-mêmes.

Une fois la table mise, Jean-Pierre Derriennic nous sert par la suite, dans les trois chapitres suivants, ses arguments contre la souveraineté. La négociation avec le Canada sera impossible (61). Il sera impossible d'évaluer précisément les actifs et passifs (63). Des conflits opposeront des Québécois entre eux (68). Il y aura des risques d'illégitimité et de violence (71). L'intégrité du territoire (72) et la citoyenneté sont impossibles (77). Et ce n'est pas tout : «il y a certainement des difficultés de l'accession à l'indépendance que je suis incapable de voir et d'autres que je mesure mal» (81) dit-il enfin. Le portrait est tellement loufoque qu'on se demande vraiment comment on peut donner des réponses intelligentes à pareil scénario apocalyptique, à des arguments fondés ainsi sur la peur. La

confiance en soi, la confiance dans la capacité d'un peuple à bâtir son destin, semble si peu l'apanage des fédéralistes de la trempe de Jean-Pierre Derriennic qu'il faut s'interroger sur les motivations derrière tant d'ardeur et si peu de rationalité.

Au quatrième chapitre l'auteur en remet. Voter pour l'indépendance est antidémocratique, affirme-t-il, et la règle de la majorité ne s'applique pas si l'État ne possède pas l'autorité morale pour faire la souveraineté. De plus, pour faire l'indépendance du Québec c'est comme dissoudre une organisation de pêcheurs d'après M. Derriennic, il faut au moins les deux tiers des membres votants, selon l'article 356, du *Code civil*. Quoi qu'il advienne, il est certain que tous les fédéralistes comme Jean-Pierre Derriennic trouveront qu'un vote du peuple québécois en faveur de la souveraineté est illégitime, voire anti-démocratique (97). Donc, il sera tout à fait justifié de donner au gouvernement fédéral le pouvoir d'utiliser la violence, comme il le suggère à mots à peine voilés. Il faut tracer une ligne non équivoque devant de tels propos. Toute forme de violence devrait plutôt être dénoncée de la part de l'auteur, qu'elle vienne de fédéralistes ou de souverainistes. Mais Jean-Pierre Derriennic préfère prendre l'habit complaisant du pouvoir d'État et de son appareil répressif. À ce chapitre, il devrait plutôt suivre l'exemple des souverainistes qui ont choisi la voie démocratique. Si voter n'a aucune valeur pour lui, il devrait au moins indiquer clairement comment le Québec peut accéder à son indépendance?

Constater que le nationalisme québécois est universaliste et qu'un Québec indépendant pourrait s'élever au rang des nations enflamme davantage le discours obsessionnel de Derriennic. Si la démocratie est selon l'auteur «universalisable» (106), il ne peut en être autant du nationalisme québécois et canadien. Il reprend donc son thème de l'antinomie entre démocratie et nationalisme. Faut-il conclure que ni le Québec ni le Canada ne sont des démocraties? En fait, le concept de nation serait, selon l'auteur, aussi dépassé que celui de souveraineté et nous devrions tous opter pour une «citoyenneté mondiale effective» (136).

Finalement, l'auteur nous propose en conclusion ses préceptes pour solutionner l'impasse Québec-Canada. Tout d'abord, il faut trouver «une méthode de cohabitation entre nationalisme et nations qui nous éviterait de devoir affronter ce problème redoutable : d'avoir à voter» (118). Alors pourquoi ne pas nous asseoir immédiatement et négocier la souveraineté du Québec? Ça nous éviterait les coûts d'un autre référendum! Deuxièmement, «les majorités nationales devront à l'avenir avoir la générosité d'accepter

de vivre dans des États qui ne soient pas ceux d'une nation particulière» (120). Cela est essentiellement le projet des souverainistes québécois et Jean-Pierre Derriennic le reconnaît. Il devrait être aussi celui du Canada.

Mais il n'y a à son avis «aucune raison de préférer le nationalisme civique d'un Québec indépendant au nationalisme civique d'un Québec fédéré, sauf en invoquant des considérations identitaires» (121). Alors pourquoi préfère-t-il le nationalisme civique canadien? Pour toutes les raisons de peur invoquées plus haut ou simplement parce qu'il préfère les «petites réformes progressives... aux grandes déclarations de principe» (122); parce que «la solidarité entre les humains doit être universelle» (135) et que «la conception individualiste de la nation et anationale de l'État est préférable» (138)? Le discours de Derriennic ressemble en tous points à celui de bien des rois et des reines sentant le pouvoir leur échapper ou de dictateurs se drapant des vertus démocratiques pour mieux asseoir leur pouvoir.

D'un politologue et d'un professeur d'université, on se serait attendu à plus de nuances, de respect envers la démarche de tout groupe de citoyens qui manifestent par la voie démocratique le désir de changer les règles du jeu politique. Cet essai de Jean-Pierre Derriennic est d'autant plus décevant qu'il ne suggère guère de solutions quant à la manière dont le nationalisme civique québécois pourrait cohabiter avec le nationalisme canadien, ni aucune réflexion sur ce qu'est véritablement le fédéralisme. En fait sa position relève d'un manichéisme délirant au point où la souveraineté symbolise le mal et le fédéralisme le bien. Les Québécois et Québécoises savent fort bien où sont les intérêts du Québec et savent reconnaître qui sont leurs ennemis. Il faut faire confiance au peuple à moins qu'on pense qu'il ait toujours tort. Si tel est le nationalisme civique canadien que nous propose Jean-Pierre Derriennic, alors tous les citoyens du Québec ont toutes les raisons de se méfier de ceux qui disent vouloir leur bien.

Guy Lachapelle
Université Concordia